



ERRATUM

**Commission paritaire pour la gestion d'im-  
meubles, les agents immobiliers et les travail-  
leurs domestiques**

**CCT n° 165174/CO/323  
du 11/03/2021**

Correction du texte français :

- Le dernier alinéa du point 1. du règlement de pension doit être corrigé comme suit : « Le présent règlement de pension fait partie intégrante de la convention collective de travail du 11 mars 2021 ~~modifiant-ee~~ **concernant le régime de pension sectoriel.** »
- Au point 2., définition de « La convention collective de travail instaurant le régime sectoriel de pension » du règlement de pension **ET** du règlement de solidarité, le texte doit être corrigé comme suit : « La convention collective de travail du 17 février 2011 instaurant un régime sectoriel de pension complémentaire pour les travailleurs occupés dans des entreprises ressortissant à la Commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. Pour la période du 1er janvier 2012 au 30 mars 2014 cette convention collective de travail est remplacée par la convention collective de travail du 25 octobre 2011 instaurant un régime sectoriel de pension complémentaire pour les travailleurs occupés dans ~~des~~ **une** entreprises ressortissant à la Commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. Pour la période à partir du 1er avril 2014, cette convention collective de travail est remplacée par la convention collective de travail du 25 juin 2014 instaurant un régime sectoriel de pension ~~complémentaire~~ pour les travailleurs occupés dans ~~des~~ **une** entreprises ressortissant à la Commission

ERRATUM

**Paritair Comité voor het beheer van gebou-  
wen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden**

**CAO nr. 165174/CO/323  
van 11/03/2021**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- Laatste lid van punt 1. van het pensioenreglement moet als volgt verbeterd worden : « Le présent règlement de pension fait partie intégrante de la convention collective de travail du 11 mars 2021 ~~modifiant-ee~~ **concernant le régime de pension sectoriel.** »
- In punt 2., definitie van « La convention collective de travail instaurant le régime sectoriel de pension » van het pensioenreglement **EN** het solidariteitsreglement, moet de tekst als volgt verbeterd worden : « La convention collective de travail du 17 février 2011 instaurant un régime sectoriel de pension complémentaire pour les travailleurs occupés dans des entreprises ressortissant à la Commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. Pour la période du 1er janvier 2012 au 30 mars 2014 cette convention collective de travail est remplacée par la convention collective de travail du 25 octobre 2011 instaurant un régime sectoriel de pension complémentaire pour les travailleurs occupés dans ~~des~~ **une** entreprises ressortissant à la Commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. Pour la période à partir du 1er avril 2014, cette convention collective de travail est remplacée par la convention collective de travail du 25 juin 2014 instaurant un régime sectoriel de pension ~~complémentaire~~ pour les travailleurs occupés dans ~~des~~ **une**

paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. Pour la période à partir du 1er mars 2020 jusqu'au 30 septembre 2020, la convention collective de travail du 25 juin 2014 est substituée par la convention collective de travail du 11 mars 2021 relative au régime sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par ~~des~~ **une** entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. »

- Le premier alinéa du point 3. « Affiliation » du règlement de pension doit être corrigé comme suit : « L'affiliation est obligatoire pour tous les travailleurs liés par un contrat de travail à ~~un employeur auquel~~ **une entreprise à laquelle** s'applique la convention collective de travail instaurant ce régime de pension. »
- Au point 16 du règlement de pension, l'alinéa juste après les puces doit être corrigé comme suit : « Chaque année, l'organisme de pension fournit à l'organisateur un rapport sur la gestion **du fonds** de financement, reprenant tous les mouvements financiers, leur date-valeur et leurs motifs. »
- Au point « Affiliation » du règlement de solidarité, la première puce doit être corrigée comme suit : « le travailleur doit être affilié au régime **de pension** sectoriel social de l'organisateur; »
- Au point « Financement de la constitution de la pension complémentaire en cas de perte de revenu à la suite d'une incapacité de travail » du règlement de solidarité, au premier alinéa, « invalidité » doit être remplacé par « **incapacité de travail** ».
- A ce même point, l'alinéa après les puces doit être corrigé comme suit : « Ce montant est multiplié par le taux d'activité par rapport à un emploi à temps plein en vigueur au début de l'incapacité **de travail**. Un affilié ne peut que recevoir une fois dans sa carrière ce montant. Il sera uniquement tenu compte des périodes d'incapacité de travail débutant au plus tôt le 1er avril 2010. »

entreprises ressortissant à la Commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. Pour la période à partir du 1er mars 2020 jusqu'au 30 septembre 2020, la convention collective de travail du 25 juin 2014 est substituée par la convention collective de travail du 11 mars 2021 relative au régime sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par ~~des~~ **une** entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. »

- Eerste lid van punt 3. « Affiliation » van het pensioenreglement moet als volgt verbeterd worden : « L'affiliation est obligatoire pour tous les travailleurs liés par un contrat de travail à ~~un employeur auquel~~ **laquelle** s'applique la convention collective de travail instaurant ce régime de pension. »
- In punt 16 van het pensioenreglement, moet ~~het~~ lid net na de opsommingstekens als volgt verbeterd worden : « Chaque année, l'organisme de pension fournit à l'organisateur un rapport sur la gestion **du fonds** de financement, reprenant tous les mouvements financiers, leur date-valeur et leurs motifs. »
- In punt « Affiliation » van het solidariteitsreglement, moet ~~het~~ eerste opsommingsteken als volgt verbeterd worden : « le travailleur doit être affilié au régime **de pension** sectoriel social de l'organisateur; »
- In punt « Financement de la constitution de la pension complémentaire en cas de perte de revenu à la suite d'une incapacité de travail » van het solidariteitsreglement, eerste lid, moet « invalidité » vervangen worden door « **incapacité de travail** ».
- In dezelfde punt, moet ~~het~~ lid na de opsommingstekens als volgt verbeterd worden : « Ce montant est multiplié par le taux d'activité par rapport à un emploi à temps plein en vigueur au début de l'incapacité **de travail**. Un affilié ne peut que recevoir une fois dans sa carrière ce montant. Il sera uniquement tenu compte des périodes d'incapacité de travail débutant au plus tôt le 1er avril 2010. »

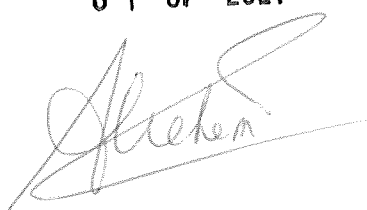
- Au point « Financement des prestations de solidarité » du règlement de solidarité, les deux derniers alinéas doivent être corrigés comme suit: « Pour la période du 1er janvier 2012 au 31 mars 2014 il s'agit de la convention collective de travail du 25 octobre 2011 concernant la fixation de la cotisation pour le **financement du** plan de pension sectoriel. À partir du 1er avril 2014, il s'agit de la convention collective de travail du 11 décembre 2013 concernant la fixation de la cotisation pour le **financement du** plan de pension sectoriel. »
- Au point « Fin » du règlement de solidarité, le premier alinéa doit être corrigé comme suit : « Si le régime sectoriel **de pension** se termine, les réserves du volet de solidarité sont distribuées aux affiliés au prorata de leurs réserves acquises dans le régime de pension et versées comme prime unique sur le compte individuel de pension. »
- Au point « Application de la loi sur la protection de la vie privée » du règlement de solidarité, le premier alinéa doit être corrigé comme suit : « L'organisateur fournit un certain nombre de données à caractère personnel à l'organisme de solidarité pour assurer la gestion du règlement de solidarité. L'organisme de solidarité traite ces données de manière confidentielle. Elles ne peuvent être utilisées que dans l'objectif de gérer le régime sectoriel de ~~pension~~ **solidarité**, à l'exclusion de tout autre but commercial ou non. »

Décision du

- In punt « Financement des prestations de solidarité » van het solidariteitsreglement, moeten de laatste twee leden als volgt verbeterd worden : « Pour la période du 1er janvier 2012 au 31 mars 2014 il s'agit de la convention collective de travail du 25 octobre 2011 concernant la fixation de la cotisation pour le **financement du** plan de pension sectoriel. À partir du 1er avril 2014, il s'agit de la convention collective de travail du 11 décembre 2013 concernant la fixation de la cotisation pour le **financement du** plan de pension sectoriel. »
- In punt « Fin » van het solidariteitsreglement, moet eerste lid als volgt verbeterd worden : « Si le régime sectoriel **de pension** se termine, les réserves du volet de solidarité sont distribuées aux affiliés au prorata de leurs réserves acquises dans le régime de pension et versées comme prime unique sur le compte individuel de pension. »
- In punt « Application de la loi sur la protection de la vie privée » van het solidariteitsreglement, moet eerste lid als volgt verbeterd worden : « L'organisateur fournit un certain nombre de données à caractère personnel à l'organisme de solidarité pour assurer la gestion du règlement de solidarité. L'organisme de solidarité traite ces données de manière confidentielle. Elles ne peuvent être utilisées que dans l'objectif de gérer le régime sectoriel de ~~pension~~ **solidarité**, à l'exclusion de tout autre but commercial ou non. »

Beslissing van

01-07-2021



**Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden****Commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 11 maart 2021 betreffende het sociaal sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Convention collective de travail du 11 mars 2021 concernant le plan social sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par un employeur relevant de la compétence de la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

**Hoofdstuk I – Toepassingsgebied****Chapitre I – Champ d'application**

**Art. 1.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de ondernemingen welke tot de bevoegdheid behoren van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

**Art. 1er.** La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises relevant de la compétence de la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

Onder "werknemers" wordt verstaan, de mannelijke en vrouwelijke bedienden, arbeiders en dienstboden aangegeven in de DMFA in de RSZ categorieën 037, 112 en 113.

On entend par « travailleurs », les employés, les ouvriers et les domestiques, masculins et féminins déclarés au moyen de la DmfA dans les catégories ONSS 037, 112 et 113.

**Art.2.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst is evenwel niet van toepassing op :

**Art. 2.** Cette convention collective de travail ne s'applique toutefois pas :

- a) de werknemers tewerkgesteld met een overeenkomst van studentenarbeid, aangegeven in de DMFA met werknemerscode 840 en 841;
- b) de werknemers aangegeven in de DMFA in de RSZ categorieën 037, 112 en 113 met werknemerscode 035 en 439.
- c) de buiten België gevestigde werkgevers waarvan de werknemers in België gedetacheerd worden in de zin van de bepalingen van titel II van de EEG-verordening nr 1408/71 van de Raad;

- a) aux travailleurs occupés sous un contrat de travail d'étudiant et déclarés via le DmfA sous les codes travailleurs 840 et 841 ;
- b) aux travailleurs déclarés via la DmfA aux catégories ONSS 037, 112 et 113 sous les codes travailleurs 035 et 439 ;
- c) aux employeurs établis hors de la Belgique et dont les travailleurs sont détachés en Belgique dans le sens des dispositions du titre II du règlement CEE n° 1408/71 du Conseil ;

**Art. 3.** De voordelen, omschreven in deze collectieve arbeidsovereenkomst vallen onder toepassing van artikel 12 van de Wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid.

**Art. 3.** Les avantages définis dans la présente convention collective de travail tombent sous l'application de l'article 12 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire.

**Art. 4.** De partijen vragen de algemeen verbindend verklaring van deze collectieve arbeidsovereenkomst aan.

**Art. 4.** Les parties demandent la force obligatoire de cette convention collective de travail.

**Hoofdstuk II – Definities****Chapitre II – Définitions**

**Art. 5.** De begrippen die in deze collectieve arbeidsovereenkomst en haar bijlagen zijn opgenomen moeten worden opgevat in hun betekenis zoals verduidelijkt in de Wet op de aanvullende pensioenen van 28 april 2003,

**Art. 5.** Les notions reprises dans cette convention collective de travail et ses annexes doivent être interprétées dans le sens défini par la loi relative aux pensions complémentaires du

hierna WAP genoemd en diens uitvoeringsbesluiten.

28 avril 2003, nommée ci-après LPC, et ses arrêtés d'exécution.

### Hoofdstuk III - Voorwerp

### Chapitre III – Objet

**Art. 6.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten met toepassing van artikel 10 van de WAP.

**Art. 6.** Cette convention collective de travail est conclue en application de l'article 10 de la LPC.

**Art. 7.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft als enig onderwerp de invoering van een sociaal sectoraal pensioenplan dat twee luiken omvat :

**Art. 7.** Cette convention collective de travail a pour unique objet l'instauration d'un plan social sectoriel de pension comportant deux volets :

- a) de pensioentoezegging
- b) de solidariteitstoezegging

- a) l'engagement de pension
- b) l'engagement de solidarité

**Art. 8.** De mogelijkheid zoals voorzien in de WAP waardoor werkgevers de mogelijkheid zouden hebben om de uitvoering van het pensioenstelsel zelf te organiseren in een pensioenstelsel op het niveau van de onderneming ("opting out") wordt niet weerhouden.

**Art. 8.** La possibilité prévue dans la LPC par laquelle les employeurs auraient la possibilité d'organiser eux-mêmes le régime de pension par le biais d'un régime de pension organisé au niveau de l'entreprise (« opting out ») n'a pas été retenue.

### Hoofdstuk IV – Aanduiding van de inrichter

### Chapitre IV – Désignation de l'organisateur

**Art. 9.** Het Fonds tweede pijler PC323, opgericht door de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 februari 2011, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 25 oktober 2011 en van 25 juni 2014 tot oprichting van het Fonds Tweede Pijler PC 323, wordt aangeduid als inrichter. Dit fonds, met maatschappelijke zetel te 1070 Anderlecht, Birminghamstraat 225 is een fonds voor bestaanszekerheid. Dit fonds zal hierna de inrichter genoemd worden.

**Art. 9.** Le Fonds deuxième pilier CP 323, institué par la convention collective de travail du 17 février 2011, modifiée par la convention collective de travail du 25 octobre 2011 et du 25 juin 2014 instituant le Fonds deuxième pilier CP 323, est désigné comme organisateur. Ce fonds, qui a son siège social à 1070 Anderlecht, rue de Birmingham 225, est un fonds de sécurité d'existence. Ce fonds sera appelé ci-après l'organisateur.

### Hoofdstuk V – Pensioentoezegging

### Chapitre V – Engagement de pension

**Art. 10.** De regels en modaliteiten inzake de uitvoering van de pensioentoezegging, alsook de rechten en plichten van de inrichter, de pensioeninstelling, de aangeslotenen en hun begunstigen zijn vastgelegd in het pensioenreglement, dat als bijlage 1 aan deze collectieve arbeidsovereenkomst is gevoegd.

**Art. 10.** Les règles et modalités relatives à l'exécution de l'engagement de pension, ainsi que les droits et obligations de l'organisateur, de l'organisme de pension, des affiliés et de leurs bénéficiaires sont fixés dans le règlement de pension qui est joint en annexe 1 à la présente convention collective de travail.

**Art. 11.** Het beheer van de pensioentoezegging omvat de volgende deelaspecten : administratief, financieel, boekhoudkundig en actuariel beheer. Dit beheer wordt door de inrichter toevertrouwd aan de Federale Pensioendienst, met maatschappelijke zetel te Zuidertoren, 1060 Brussel, toegelaten door de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten onder nummer 1528, hierna de pensioeninstelling genoemd.

**Art. 11.** La gestion de l'engagement de pension comporte les aspects suivants : gestion administrative, financière, comptable et actuarielle. Cette gestion est confiée par l'organisateur au Service fédéral des Pensions, avec son siège social à la tour du Midi, 1060 Bruxelles, autorisé par l'Autorité des services et marchés financiers sous le numéro 1528, appelée ci-après l'organisme de pension.

**Art. 12.** Binnen de juridische structuur van de pensioeninstelling kan de inrichter ervoor opteren om één of meerdere deelaspecten van het beheer aan derden uit te besteden.

**Art. 12.** Dans le cadre de la structure juridique de l'organisme de pension, l'organisateur peut opter pour la délégation à des tiers d'un ou plusieurs aspects de la gestion.

## Hoofdstuk VI - Solidariteitstoezegging

**Art. 13.** De regels en modaliteiten inzake de uitvoering van de solidariteitstoezegging, alsook de rechten en plichten van de inrichter, de solidariteitsinstelling, de aangeslotenen en hun begunstigen zijn vastgelegd in het solidariteitsreglement, dat als bijlage 2 aan deze collectieve arbeidsovereenkomst is gevoegd.

**Art. 14.** Het beheer van de solidariteitstoezegging omvat de volgende deelaspecten : administratief, financieel, boekhoudkundig en actuariel beheer. Dit beheer wordt door de inrichter toevertrouwd aan het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de vastgoedsector, met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Kortrijksesteenweg 1005, een fonds voor bestaanszekerheid, hierna de solidariteitsinstelling genoemd.

**Art. 15.** Binnen de juridische structuur van de solidariteitsinstelling kan de inrichter ervoor opteren om één of meerdere deelaspecten van het beheer aan derden uit te besteden.

## Hoofdstuk VII – Financiering van het sociaal sectoraal pensioenplan

**Art. 16.** De regels en de modaliteiten inzake de financiering van het sociaal sectoraal pensioenplan zijn vastgelegd in een collectieve arbeidsovereenkomst.

Voor de periode van 1 april 2010 tot 31 december 2011 wordt dit bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2010 betreffende de vaststelling van de forfaitaire bijdrage van het sectorale pensioenplan.

Voor de periode van 1 januari 2012 tot 30 maart 2014 wordt dit bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 2011 betreffende de vaststelling van de bijdrage ter financiering van het sectorale pensioenplan.

Voor de periode vanaf 1 april 2014 wordt dit bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2013 betreffende de vaststelling van de bijdrage ter financiering van het sectorale pensioenplan.

## Hoofdstuk VIII – Inwerkingtreding van het sociaal sectoraal pensioenplan

**Art. 17.** Het sociaal sectoraal pensioenplan is in werking getreden op 1 april 2010.

## Chapitre VI – Engagement de solidarité

**Art. 13.** Les règles et modalités relatives à l'exécution de l'engagement de solidarité, ainsi que les droits et obligations de l'organisateur, de l'organisme de solidarité, des affiliés et de leurs bénéficiaires sont fixés dans le règlement de solidarité qui est joint en annexe 2 à la présente convention collective de travail.

**Art. 14.** La gestion de l'engagement de solidarité comporte les aspects suivants : gestion administrative, financière, comptable et actuarielle. Cette gestion est confiée par l'organisateur au Fonds social et de garantie du secteur immobilier, qui a son siège social à 9000 Gand, Kortrijksesteenweg 1005, un fonds de sécurité d'existence, appelé ci-après organisme de solidarité.

**Art. 15.** Dans le cadre de la structure juridique de l'institution de solidarité, l'organisateur peut opter pour la délégation à des tiers d'un ou plusieurs aspects de la gestion.

## Chapitre VII – Financement du plan social sectoriel de pension

**Art. 16.** Les règles et modalités relatives au financement du plan social sectoriel de pension sont fixées dans une convention collective du travail.

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2010 jusqu'au 31 décembre 2011, elles sont déterminées par la convention collective du travail du 25 février 2010 concernant la fixation de la cotisation forfaitaire pour le financement du plan de pension sectoriel.

Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 30 mars 2014, elles sont déterminées par la convention collective de travail du 25 octobre 2011 concernant la fixation de la cotisation pour le financement du plan de pension sectoriel.

Pour la période à partir du 1<sup>er</sup> avril 2014, elles sont déterminées par la convention collective de travail du 11 décembre 2013 concernant la fixation de la cotisation pour le financement du plan de pension sectoriel.

## Chapitre VIII – Entrée en vigueur du plan sectoriel social de pension

**Art. 17.** Le plan social sectoriel de pension est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2010.

## **Hoofdstuk IX – Inwerkingtreding, duur en opzeggingsprocedure van deze collectieve arbeidsovereenkomst**

**Art. 18.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 maart 2020 en wordt gesloten voor bepaalde duur, tot en met 30 september 2020.

Zij vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 122998/CO/323 van 25 juni 2014 afgesloten binnen het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden, betreffende het sociaal sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

**Art. 19.** Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de, door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.

## **Hoofdstuk X – Bijlagen**

**Art. 20.** De volgende bijlagen maken integraal deel uit van deze collectieve arbeidsovereenkomst :

- a) bijlage 1: pensioenreglement
- b) bijlage 2: solidariteitsreglement

## **Chapitre IX – Entrée en vigueur, durée de validité et procédure de dénonciation de cette convention collective de travail**

**Art. 18.** Cette convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2020 et est conclue pour une durée déterminée, jusqu'au 30 septembre 2020.

Elle remplace la convention collective de travail n° 122998/CO/323 du 25 juin 2014 conclue au sein de la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques, concernant le plan social sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par un employeur relevant de la compétence de la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

**Art. 19.** Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs, d'une part, et au nom des organisations d'employeurs, d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

## **Chapitre X – Annexes**

**Art. 20.** Les annexes suivantes font partie intégrante de la présente convention collective de travail :

- a) annexe 1 : règlement de pension
- b) annexe 2 : règlement de solidarité

\*\*\*

**REGLEMENT VAN AANVULLEND PENSIOEN VOOR DE WERKNEMERS  
TEWERKGESTELD IN DE ONDERNEMINGEN DIE BEHOREN TOT DE  
BEVOEGDHEID VAN HET PARITAIR COMITÉ 323 VOOR HET BEHEER VAN  
GEBOUWEN, DE VASTGOEDMAKELAARS EN DE DIENSTBODEN**

---

**Inhoudstafel**

Inhoudstafel .....	5
1 Voorwerp .....	6
2 Begripsomschrijving .....	6
3 Aansluiting .....	7
4 De pensioentoeelage en hoe ze aangewend wordt .....	8
4.1 Het bedrag van de pensioentoeelage .....	8
4.2 De aanwending van de pensioentoeelage .....	8
4.3 Het rendement .....	9
4.4 Winstdeelname .....	9
5 Uitkering op de einddatum .....	9
5.1 De normale einddatum .....	9
5.2 Blijven werken na 65 jaar (verdaging van de einddatum) .....	9
5.3 Vervroegde uitkering .....	9
6 Uitkering in geval van overlijden voor de einddatum .....	10
7 Verworven rechten van de aangeslotene op de reserves .....	10
8 De aangeslotene verlaat de sector vóór de einddatum .....	10
9 De manier van uitkeren .....	11
10 Begunstigden .....	11
10.1 De begunstigde van de uitkering op de einddatum .....	11
10.2 De begunstigde van de uitkering bij overlijden .....	11
11 Verplichtingen van de inrichter .....	12
12 Verplichtingen van de aangeslotene en de begunstigde .....	12
13 Gevolgen van het niet betalen van de pensioentoeelagen .....	12
14 Fiscale bepalingen .....	12
14.1 Welke fiscale wetgeving is van toepassing? .....	12
14.2 Belastingsstatuut van de pensioentoeelage .....	13
15 Informatie .....	13
15.1 Het pensioenreglement .....	13
15.2 De pensioenfiche .....	13
15.3 Het beheersverslag .....	13
16 Financieringsfonds .....	14
17 Toepassing van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer .....	14
18 Wijziging van dit reglement .....	15
19 Geschillen en toepasselijk recht .....	15



## 1 Voorwerp

De pensioentoezegging heeft tot doel om een kapitaal samen te stellen dat aan de aangeslotene uitgekeerd wordt, of aan zijn rechthebbende(n) in geval de aangeslotene overlijdt voor de voorziene einddatum. Het kapitaal kan op vraag van de begunstigde(n) omgezet worden in een lijfrente.

Dit pensioenreglement bepaalt, samen met de algemene voorwaarden, de rechten en verplichtingen van de inrichter, de pensioeninstelling, de ondernemingen, de aangeslotenen en hun rechthebbenden, en de voorwaarden waaronder deze rechten uitgeoefend kunnen worden.

Dit pensioenreglement is een onderdeel van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 maart 2021 betreffende het sectoraal pensioenstelsel.

## 2 Begripsomschrijving

In dit reglement worden een aantal begrippen gebruikt, die de volgende betekenis hebben:

### **Inrichter**

**Het fonds voor bestaanszekerheid** Fonds 2<sup>de</sup> Pijler PC323 met zetel 1070 Anderlecht, Birminghamstraat 225.

### **Collectieve arbeidsovereenkomst die het pensioenstelsel invoert**

De collectieve arbeidsovereenkomst van 17 februari 2011 tot invoering van een aanvullend sectoraal pensioenstelsel voor de werknemers tewerkgesteld in de ondernemingen die behoren tot de bevoegdheid van het paritair comité 323 voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden. Van 1 januari 2012 tot 30 maart 2014 wordt deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 2011 betreffende het sociaal sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden. Voor de periode vanaf 1 april 2014 wordt deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2014 betreffende het sociaal sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden. Vanaf 1 maart 2020 tot en met 30 september 2020 wordt de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2014 vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 maart 2021 betreffende het sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

### **Onderneming**

De onderneming die valt binnen het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 februari 2011 tot invoering van een aanvullend sectoraal pensioenstelsel voor de werknemers tewerkgesteld in de ondernemingen die behoren tot de

bevoegdheid van het paritair comité 323 voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

### **Aangeslotene**

1. De werknemer waarvoor de inrichter een pensioenstelsel heeft ingevoerd, en die aan de aansluitingsvoorwaarden van het pensioenreglement voldoet (de “actieve aangeslotene” genoemd);
2. Het gewezen personeelslid dat nog steeds actuele of uitgestelde rechten geniet overeenkomstig het pensioenreglement (de “slaper” genoemd).

### **Pensioeninstelling**

Rijksdienst voor Pensioenen, met maatschappelijke zetel te Zuidertoren, 1060 Brussel, toegelaten door de Commissie voor Bank, Financie- en Assurantiewezen onder nummer 1528, hierna de pensioeninstelling genoemd.

### **Pensioenstelsel**

De collectieve pensioentoezegging beschreven in de collectieve arbeidsovereenkomst die het sectoraal pensioenstelsel invoert.

### **Pensioentoezegging**

De toezegging van de inrichter om een aanvullend pensioenkapitaal ten voordele van de aangeslotene en/of zijn begunstigde samen te stellen.

### **Verworven reserve**

Met “verworven reserve” wordt de reserve waarop de aangeslotene op een bepaald ogenblik recht heeft overeenkomstig dit pensioenreglement bedoeld.

Gezien deze pensioentoezegging een integrerend onderdeel uitmaakt van het sociaal sectoraal pensioenstelsel, dienen in het pensioenreglement gehanteerde termen die niet zouden opgenomen zijn in de hiervoor vermelde begrippenlijst te worden opgevat in hun betekenis in het licht van de Wet op de aanvullende pensioenen van 28 april 2003, hierna WAP genoemd.

## **3 Aansluiting**

De aansluiting is verplicht voor alle werknemers die zijn tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst bij een onderneming waarop de collectieve arbeidsovereenkomst tot invoering van het aanvullend sectoraal pensioenstelsel van toepassing is.

Worden evenwel uitgesloten:

- Werknemers met een arbeidsovereenkomst voor uitzendarbeid, zoals geregeld door hoofdstuk II van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;

- Werknemers met een arbeidsovereenkomst die gesloten werd in het kader van een speciaal door of met steun van de overheid gevoerd opleidings-, arbeidsinpassings- en omscholingsprogramma.
- Werknemers met vakantie-, studenten- en IBO-contracten (individuele beroepsopleiding)
- Werknemers die al een wettelijk pensioen genieten op het ogenblik dat ze aangesloten zouden moeten worden.

De aansluiting heeft plaats op de datum waarop de werknemer aan de aansluitingsvoorwaarden voldoet en ten vroegste op 1 april 2010.

## **4 De pensioentoeelage en hoe ze aangewend wordt**

### **4.1 Het bedrag van de pensioentoeelage**

De uitkeringen bij pensionering en in geval van vroegtijdig overlijden voor de einddatum, worden gefinancierd door trimestriële pensioentoeelagen die door de onderneming ten gunste van de aangeslotene gestort worden aan de pensioeninstelling. De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (RSZ) wordt belast met de inning van deze pensioentoeelagen.

De regels en de modaliteiten inzake de financiering van het aanvullend pensioenplan worden vastgelegd in een collectieve arbeidsovereenkomst.

*Van 1 april 2010 tot 31 december 2011 is dit de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2010. Bij de toekenning van de bijdragen op de individuele pensioenrekening wordt evenwel geen rekening gehouden met de hierna vermelde DMFA "gelijkgestelde" prestatiecodes : 004, 012, 020, 024, 030, 073 en de codes aangegeven met de "indicatieve codes".*

*Voor de periode van 1 januari 2012 tot 30 maart 2014 wordt dit bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 2011 betreffende de vaststelling van de bijdrage ter financiering van het sectorale pensioenplan.*

*Voor de periode vanaf 1 april 2014 wordt dit bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2013 betreffende de vaststelling van de bijdrage ter financiering van het sectorale pensioenplan.*

### **4.2 De aanwending van de pensioentoeelage**

De pensioentoeelage wordt voor iedere aangeslotene op een individuele pensioenrekening gestort "voor een verzekering van een uitgesteld kapitaal met terugbetaling van de reserve in het geval van overlijden" (UKMTR).

De oprenting gebeurt:

- vanaf de 1<sup>ste</sup> dag van het 2<sup>de</sup> trimester volgend op het einde van het trimester waarop de pensioentoeelagen betrekking hebben;
- tot op de eerste dag van de maand waarop de uitbetaling van het aanvullend pensioen moet gebeuren;
- of tot op de eerste dag van de maand waarin de aangeslotene overlijdt.

Voor wat betreft de pensioentolagen dewelke betrekking hebben op het jaar 2010 gebeurt de oprenting vanaf de 1<sup>ste</sup> dag volgend op de storting van de pensioentolagen in het financieringsfonds.

#### **4.3 Het rendement**

De pensioenrekening ontvangt een door de pensioeninstelling gewaarborgd rendement.

Bij:

- uittreding van de aangeslotene
- een uitkering naar aanleiding van overlijden of het pensioen;
- het stopzetten van het pensioenstelsel;
- een collectieve overdracht van de reserves naar een andere pensioeninstelling

worden indien nodig de reserves aangevuld om het rendement dat vereist is in uitvoering van artikel 24 WAP te bereiken. Het ontbrekende deel wordt geput uit het financieringsfonds.

#### **4.4 Winstdeelname**

De pensioeninstelling kan overgaan tot het toekennen van een winstdeelname. Deze winstdeelname zal op de individuele pensioenrekening gestort worden voor wat betreft de reserve die op de individuele rekening aanwezig is, en in het financieringsfonds voor wat betreft de daar aanwezige reserve.

### **5 Uitkering op de einddatum**

#### **5.1 De normale einddatum**

De einddatum waarop het bedrag dat op de pensioenrekening opgebouwd werd opeisbaar is en kan omgezet worden in een rente, wordt vastgesteld op de eerste dag van de maand die volgt op de 65ste verjaardag van de aangeslotene.

#### **5.2 Blijven werken na 65 jaar (verdaging van de einddatum)**

Indien de actieve aangeslotene in dienst is van een onderneming na de normale einddatum van 65 jaar, blijft de pensioentolage verschuldigd zo lang hij in dienst blijft, en er wordt een nieuwe einddatum vastgesteld door de eerdere einddatum telkens met 1 jaar te verlengen. De aangeslotene zal dan de uitkering van zijn pensioenrekening bekomen

- wanneer hij zijn wettelijk pensioen opneemt
- of wanneer zijn arbeidsovereenkomst met de onderneming beëindigd wordt

Voor de aangeslotene die uitgetreden is voor de normale einddatum en zijn verworven reserve bij de pensioeninstelling gelaten heeft (de slaper), gebeurt de uitkering steeds op de normale einddatum, onafhankelijk van het feit of hij al dan niet blijven werken is na die datum.

#### **5.3 Vervroegde uitkering**

De aangeslotene kan de vervroegde uitkering van de pensioenrechten ten vroegste vanaf de leeftijd van 60 jaar bekomen :

- op de ingangsdatum van zijn wettelijk pensioen
- of van zijn brugpensioen.

De vervroegde uitkering brengt het verval van het recht op een uitkering bij overlijden vóór de einddatum mee.

## **6 Uitkering in geval van overlijden voor de einddatum**

Wanneer een aangeslotene overlijdt, heeft de begunstigde recht op de op het ogenblik van het overlijden opgebouwde waarde op de individuele pensioenrekening.

## **7 Verworven rechten van de aangeslotene op de reserves**

De reserves die opgebouwd zijn op de individuele rekeningen, zijn verworven door de aangeslotene indien gedurende minstens vier, niet noodzakelijk opeenvolgende, trimesters bijdragen betaald werden aan het sectoraal pensioenstelsel.

Een aangeslotene die de vereffening van zijn verzekerde bedragen heeft verkregen en die nadien opnieuw wordt aangesloten, wordt als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

Een aangeslotene die ervoor gekozen heeft zijn verworven reserves over te dragen naar een andere pensioeninstelling en die nadien opnieuw wordt aangesloten, wordt eveneens als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

De pensioenrekening kan niet in pand gegeven worden, en de begunstiging ervan kan niet overgedragen worden. Er kan geen voorschot op toegekend worden.

## **8 De aangeslotene verlaat de sector vóór de einddatum**

De uittreding wordt geacht te hebben plaatsgevonden wanneer de arbeidsovereenkomst van de aangeslotene beëindigd wordt om een andere reden dan het overlijden of het bereiken van de einddatum, en de aangeslotene niet binnen de twee trimesters het werk hervat bij een onderneming waarop dit pensioenreglement van toepassing is.

Ingeval van uittreding heeft de aangeslotene de keuze tussen de volgende mogelijkheden, voor zover hij verworven rechten heeft:

- a. hetzij de verworven reserve zonder wijziging van de pensioenbelofte laten bij de pensioeninstelling en op de einddatum of bij overlijden een kapitaal ontvangen;
- b. hetzij de verworven reserve overdragen naar de pensioeninstelling van de nieuwe werkgever waarmee hij een arbeidscontract sloot, indien hij aan de pensioentoezegging van die nieuwe werkgever aangesloten wordt;
- c. hetzij de verworven reserve overdragen naar een andere pensioeninstelling die de totaliteit van haar winsten proportioneel met de reserves verdeelt onder de aangeslotenen, en die de kosten beperkt als gevolg van de regels bepaald door het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan werknemers en aan bedrijfsleiders.

Indien de aangeslotene geen expliciete keuze maakt binnen de dertig dagen, wordt hij verondersteld gekozen te hebben voor het behoud van zijn reserves bij de pensioeninstelling zonder wijziging van de pensioenbelofte (punt a. hier voor).

## **9 De manier van uitkeren**

De begunstigde(n) kan (kunnen) evenwel vragen om het kapitaal dat aan hem(n) toekomt, om te vormen in een lijfrente. De hoogte van de lijfrente wordt bepaald op basis van de op het moment van de omzetting door de pensioeninstelling gehanteerde tarieven. Een keuze voor een vereffening als lijfrente moet bij de aanvraag van de uitkering schriftelijk door de begunstigde meegedeeld worden.

Het kan volgens de keuze van de begunstigde gaan om een lijfrente die enkel aan hem betaald wordt, of om een lijfrente die in geval van overlijden van de begunstigde voor 50 of 75% overdraagbaar is op de overlevende echtgeno(o)t(e) of op de partner waarmee hij wettelijk samenwoont.

De renten worden in maandelijkse delen betaald op de laatste dag van elke maand, tot en met de laatste vervaldag die voorafgaat aan het overlijden van de begunstigde(n).

Wanneer de lijfrente lager is dan 500 EUR per jaar, wordt het pensioenkapitaal uitgekeerd en heeft de begunstigde geen optie tot omzetting in lijfrente. Wanneer het jaarbedrag van de rente gelegen is tussen 500 en 800,01 EUR, dan wordt ze niet maandelijks betaald, maar in vier gelijke delen op het einde van ieder trimester. De in deze paragraaf vermelde drempels worden geïndexeerd volgens de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist geïndexeerd worden, met als basis 1 januari 2004.

## **10 Begunstigden**

### **10.1 De begunstigde van de uitkering op de einddatum**

Indien de aangeslotene in leven is op de einddatum, wordt het kapitaal uitgekeerd aan de aangeslotene zelf.

### **10.2 De begunstigde van de uitkering bij overlijden**

Indien de aangeslotene overlijdt vóór de einddatum, wordt de voorziene uitkering bij overlijden uitgekeerd aan de begunstigde(n) op basis van de volgende voorrangsorte:

- De echtgeno(o)t(e) van de aangeslotene voor zo ver die niet gerechtelijk van tafel en bed of feitelijk gescheiden is, of die zich niet in aanleg tot scheiding van tafel en bed of echtscheiding bevindt. De echtgenoten worden geacht feitelijk gescheiden te zijn wanneer uit de bevolkingsregisters blijkt dat zij een verschillende woonplaats hebben;
- Bij ontstentenis, de persoon die wettelijk samenwoont met de aangeslotene in de zin van artikel 1475 tot 1479 van het Burgerlijk Wetboek, en die geen bloedverwant is van de aangeslotene;
- Bij ontstentenis de kinderen van de aangeslotene, of bij plaatsvervulling, hun nakomelingen;
- Bij ontstentenis de ouders van de aangeslotenen. Bij overlijden van één van hen komt het kapitaal toe aan de langstlevende;
- Bij ontstentenis de door de aangeslotene per aangetekend schrijven aangeduide perso(o)n(en), waarbij de laatst verstuurd aangetekende brief rechtsgeldig is;

- Bij ontstentenis het financieringsfonds, met uitsluiting van de Staat.

Indien er meerdere begunstigden zijn, wordt het voorziene kapitaal in gelijke delen onder hen verdeeld.

In geval de aangeslotene en de begunstigde overlijden zonder dat de volgorde van overlijden kan bepaald worden, wordt het kapitaal overlijden uitgekeerd aan de plaatsvervanger(s) van de begunstigde(n).

## **11 Verplichtingen van de inrichter**

De inrichter gaat tegenover alle ondernemingen en aangeslotenen de verbintenis aan alles te doen wat nodig is voor de goede uitvoering van dit pensioenstelsel. Hij zal de bij de ondernemingen geïnde pensioentolagen zo spoedig mogelijk aan de pensioeninstelling overmaken. Bovendien zal hij alle voor het beheer van het pensioenstelsel benodigde gegevens overmaken.

## **12 Verplichtingen van de aangeslotene en de begunstigde**

De aangeslotene of de begunstigde zal alle ontbrekende inlichtingen en bewijsstukken die nodig zijn opdat de pensioeninstelling zijn verplichtingen tegenover de aangeslotene of zijn rechthebbenden kan uitvoeren, op eenvoudige vraag overmaken. Zolang de aangeslotenen deze inlichtingen of bewijsstukken niet overmaakt, zullen de inrichter en de pensioeninstelling hun verplichtingen tegenover de aangeslotene met betrekking tot het aanvullend pensioen dat in dit reglement beschreven wordt niet kunnen uitvoeren. Er kan in dat geval geen sprake zijn van enige vorm van vergoeding of verwijlrent voor een gebeurlijke late uitbetaling van rechten.

De aangeslotene en de begunstigde blijven verantwoordelijk voor de inlichtingen die ze overmaken, en de inrichter en de pensioeninstelling kunnen niet aansprakelijk gesteld worden voor de gevolgen van laattijdige of foutieve informatie.

## **13 Gevolgen van het niet betalen van de pensioentolagen**

De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (RSZ) zal de verschuldigde pensioentolagen via de inrichter aan de pensioeninstelling overmaken.

De pensioeninstelling zal iedere aangeslotene uiterlijk binnen de 3 maanden volgend op de datum waarop zij kennis kreeg van een betalingsachterstand, door middel van een op zijn persoonlijk adres gestuurde brief op de hoogte brengen.

## **14 Fiscale bepalingen**

### **14.1 Welke fiscale wetgeving is van toepassing?**

Wanneer de aangeslotene en de begunstigde hun woon- en/of werkplaats in België hebben, en de onderneming gevestigd is in België, is de Belgische fiscale wetgeving van toepassing zowel op de pensioenbijdragen als op de uitkeringen. Is dit niet het geval, dan zouden fiscale

en/of sociale lasten kunnen verschuldigd zijn op basis van een buitenlandse wetgeving, in uitvoering van de internationale verdragen die in dat verband gelden.

#### **14.2 Belastingsstatuut van de pensioentoeelage**

Op basis van de Belgische fiscale wetgeving van kracht op de ingangsdatum van dit pensioenreglement, vormen de werkgeverstoelagen in principe aftrekbare beroepskosten in de vennootschapsbelasting, en geven geen aanleiding tot bijkomende heffing in de rechtspersonenbelasting, noch tot een dadelijk belastbaar voordeel voor de aangeslotene.

Het bedrag, uitgedrukt in jaarlijkse rente

- van de voorziene uitkeringen naar aanleiding van pensionering in uitvoering van dit pensioenreglement
- van het wettelijk pensioen
- van andere aanvullende pensioenuitkeringen waarop de aangeslotene recht heeft mag evenwel 80 % van de laatste normale bruto bezoldiging niet overschrijden, rekening houdend met de normale duur van een beroepswerkzaamheid, en met een overdraagbaarheid van de rente ten gunste van de overlevende echtgeno(o)t(e) van 80%, en met een indexatie van de rente.

Indien een onderneming voor een aangeslotene nog andere aanvullende pensioenvoordelen zou voorzien dan diegene die voortkomen uit dit pensioenreglement, zal een gebeurlijke overschrijding van de fiscaal toegelaten grens aangerekend worden op de financiering van die andere pensioenvoordelen.

### **15 Informatie**

#### **15.1 Het pensioenreglement**

De tekst van het pensioenreglement en de algemene voorwaarden wordt door de inrichter ter beschikking gesteld aan de aangeslotenen op diens eenvoudig verzoek.

#### **15.2 De pensioenfiche**

Ieder jaar brengt de pensioeninstelling elke aangeslotene door middel van een pensioenfiche op de hoogte van

- het bedrag van de pensioentoeelagen,
- de verworven reserve en prestatie,
- de datum van opeisbaarheid,
- het bedrag van de verworven reserve van het afgelopen jaar,.

#### **15.3 Het beheersverslag**

De pensioeninstelling stelt jaarlijks een verslag over het beheer van de pensioentoezegging op. Daarin is onder meer de volgende informatie opgenomen:

- de wijze van financiering van de pensioentoezegging en de structurele wijzigingen in die financiering;
- de beleggingsstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en leefmilieuaspecten;
- het rendement van de beleggingen en de kostenstructuur;
- de verdeling van de winst.



De tekst van het beheersverslag wordt door de inrichter ter beschikking gesteld aan de aangeslotenen op diens eenvoudig verzoek.

## **16 Financieringsfonds**

Het financieringsfonds wordt beheerd door de pensioeninstelling en ontvangt hetzelfde globaal rendement (prorata temporis) dat aan de wiskundige reserves toegekend wordt.

Het fonds wordt gecrediteerd met :

- de pensioentoeelagen die door de RSZ via de inrichter aan de pensioeninstelling overgemaakt worden
- de reserves waarop de aangeslotene geen aanspraak kan maken
- de kapitalen overlijden waarvan het financieringsfonds de begunstigde is
- de toegekende intrest en winstdeelname.

Het fonds wordt gedebiteerd voor:

- driemaandelijke stortingen toegewezen aan de individuele polissen “uitgesteld kapitaal met terugbetaling van de reserve in het geval van overlijden;
- de aanvullingen die vereist zijn om het vereiste rendement waarvan sprake in artikel 24 WAP, te bereiken;
- elk ander bedrag beslist door de inrichter, voor zover dit is toegewezen aan een verhoging van de voordelen van de aangeslotenen.

De pensioeninstelling bezorgt jaarlijks een verslag van het beheer van het financieringsfonds aan de inrichter, met daarin alle financiële bewegingen, hun valutadatum en hun reden.

Binnen de wettelijke mogelijkheden beslist de inrichter over de bestemming van het financieringsfonds. Het fonds is bestemd voor de aangeslotenen en/of zijn begunstigten en zijn tegoeden mogen nooit, zelfs niet gedeeltelijk, teruggestort worden aan de inrichter.

Het financieringsfonds mag nooit een negatief saldo vertonen. Elke verrichting die het saldo van het fonds op een negatief bedrag zou brengen, wordt uitgesteld tot de financiële middelen van het fonds toelaten ze te realiseren. Als de pensioeninstelling de onmogelijkheid om een verrichting te realiseren vaststelt, informeert ze onmiddellijk de inrichter, die gepaste maatregelen dient te nemen.

## **17 Toepassing van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer**

De inrichter verstrekt een aantal persoonsgegevens aan de pensioeninstelling om het sectorale pensioenstelsel te beheren. De pensioeninstelling behandelt deze gegevens vertrouwelijk. Ze mogen uitsluitend gebruikt worden voor het beheer van het sectorale pensioenstelsel, met uitsluiting van elk ander al dan niet commercieel oogmerk.

Iedere persoon van wie persoonlijke gegevens bewaard worden, heeft het recht om inzage en verbetering ervan te verkrijgen. Hij moet zich in dat geval schriftelijk tot de pensioeninstelling of de inrichter richten, en daarbij een kopie van zijn identiteitskaart voegen.

## **18 Wijziging van dit reglement**

Dit pensioenreglement kan gewijzigd of stopgezet worden door een collectieve arbeidsovereenkomst die in het bevoegde paritaire comité gesloten wordt.

## **19 Geschillen en toepasselijk recht**

Het Belgische recht is van toepassing op dit reglement. Gebeurlijke geschillen tussen de partijen in verband ermee behoren tot de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken.

\*\*\*

**RÈGLEMENT DE PENSION COMPLÉMENTAIRE POUR LES TRAVAILLEURS  
OCCUPÉS DANS DES ENTREPRISES RESSORTISSANT À LA COMMISSION  
PARITAIRE 323 POUR LA GESTION  
D'IMMEUBLES, LES AGENTS IMMOBILIERS ET LES TRAVAILLEURS  
DOMESTIQUES**

---

**Table des matières**

Table des matières .....	16
1 Objet .....	17
2 Définition des notions .....	17
3 Affiliation .....	18
4 Allocation de pension et mode de fonctionnement de l'allocation de pension .....	19
4.1 Le montant de l'allocation de pension .....	19
4.2 Mode de fonctionnement de l'allocation de pension .....	19
4.3 Rendement .....	19
4.4 Participation aux bénéficiaires .....	20
5 Versement à l'échéance .....	20
5.1 Échéance normale .....	20
5.2 Poursuite du travail après 65 ans (report de l'échéance) .....	20
5.3 Versement anticipé .....	20
6 Versement en cas de décès avant échéance .....	20
7 Droits acquis de l'affilié sur les réserves .....	21
8 L'affilié quitte le secteur avant l'échéance .....	21
9 Mode de paiement .....	21
10 Bénéficiaires .....	22
10.1 Le bénéficiaire du versement à l'échéance .....	22
10.2 Le bénéficiaire du versement en cas de décès .....	22
11 Obligations de l'organisateur .....	22
12 Obligations de l'affilié et du bénéficiaire .....	23
13 Conséquences du non-paiement des allocations de pension .....	23
14 Dispositions fiscales .....	23
14.1 Quelles sont les règles fiscales applicables ? .....	23
14.2 Statut d'impôt des allocations de pension .....	23
15 Informations .....	24
15.1 Le règlement de pension .....	24
15.2 La fiche de pension .....	24
15.3 Le rapport de gestion .....	24
16 Fonds de financement .....	24
17 Application de la loi sur la protection de la vie privée .....	25
18 Modification du présent règlement .....	25
19 Litiges et droit applicable .....	25

## 1 Objet

L'engagement de pension a pour objectif de constituer un capital qui sera versé à l'affilié ou à ses ayants droit si l'affilié décède avant l'échéance prévue. À la demande du/des bénéficiaire(s), le capital peut être converti en une rente viagère.

Le présent règlement de pension définit, avec les conditions générales, les droits et obligations de l'organisateur, de l'organisme de pension, des entreprises, des affiliés et de leurs ayants droit. Il fixe en outre les conditions auxquelles ces droits peuvent être exercés.

Le présent règlement de pension fait partie intégrante de la convention collective de travail du 11 mars 2021 <sup>modifiant ce régime de pension. sectoriel</sup> ~~concernant ce~~.

## 2 Définition des notions

Un certain nombre de notions précises sont utilisées dans ce règlement. Pour l'application du présent règlement, on entend par :

### L'organisateur

**Le fonds de sécurité d'existence Fonds 2<sup>e</sup> pilier CP 323, sis à 1070 Anderlecht, rue de Birmingham 225.**

### La convention collective de travail instaurant le régime sectoriel de pension

La convention collective de travail du 17 février 2011 instaurant un régime sectoriel de pension complémentaire pour les travailleurs occupés dans des entreprises ressortissant à la commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 30 mars 2014 cette convention collective de travail est remplacée par la convention collective de travail du 25 octobre 2011 instaurant un régime sectoriel de pension complémentaire pour les travailleurs occupés dans <sup>une</sup> des entreprises ressortissant à la commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. Pour la période à partir du 1<sup>er</sup> avril 2014, cette convention collective de travail est remplacée par la convention collective de travail du 25 juin 2014 instaurant un régime sectoriel de pension ~~complémentaire~~ pour les travailleurs occupés dans <sup>une</sup> des entreprises ressortissant à la commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. Pour la période à partir du 1<sup>er</sup> mars 2020 jusqu'au 30 septembre 2020, la convention collective de travail du 25 juin 2014 est substituée par la convention collective de travail du 11 mars 2021 relative au régime sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par <sup>une</sup> des entreprises ressortissant à la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

### L'entreprise

L'entreprise relevant du champ d'application de la convention collective de travail du 17 février 2011 instaurant un régime sectoriel de pension complémentaire pour les travailleurs occupés dans des entreprises ressortissant à la commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

## **L'affilié**

1. Le travailleur pour lequel l'organisateur a instauré un régime de pension et qui remplit les conditions d'affiliation au règlement de pension (également appelé « affilié actif »).
2. L'ancien membre du personnel qui continue à bénéficier de droits actuels ou différés, conformément au règlement de pension (également appelé « dormant »).

## **L'organisme de pension**

Le Service fédéral des Pensions, ayant son siège social sis à la tour du Midi, 1060 Bruxelles, autorisé par la Commission bancaire, financière et des assurances sous le numéro 1528, appelé ci-après l'organisme de pension.

## **Le régime de pension**

L'engagement de pension collectif tel que décrit dans la convention collective instaurant ce régime de pension sectoriel.

## **L'engagement de pension**

L'engagement de l'organisateur de constituer une pension complémentaire pour les affiliés et/ou leur(s) ayant(s) droit.

## **La réserve acquise**

Par « réserve acquise », on entend la réserve à laquelle l'affilié a droit à un moment donné, conformément au présent règlement de pension.

Étant donné que le présent engagement de pension fait partie intégrante du régime de pension sectoriel social, les termes utilisés dans le règlement de pension qui ne figureraient pas dans la liste terminologique précitée devront être interprétés à la lumière de la Loi relative aux pensions complémentaires du 28 avril 2003, nommée ci-après LPC.

## **3 Affiliation**

L'affiliation est obligatoire pour tous les travailleurs liés par un contrat de travail à une *entreprise à laquelle* employeur auquel s'applique la convention collective de travail instaurant ce régime de pension.

Sont toutefois exclus :

- les travailleurs liés par un contrat de travail intérimaire, comme prévu au chapitre II de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs ;
- les travailleurs liés par un contrat de travail conclu dans le cadre d'un programme spécifique de formation, d'insertion et de reconversion professionnelles organisé par ou avec le soutien des pouvoirs publics ;
- les travailleurs liés par des contrats de vacances, d'étudiant et les contrats FPI (formation professionnelle individuelle) ;

- les travailleurs qui bénéficient déjà d'une pension légale au moment où ils devraient être affiliés.

L'affiliation prend cours à la date à laquelle le travailleur remplit les conditions d'affiliation et au plus tôt le 1<sup>er</sup> avril 2010.

## **4 Allocation de pension et mode de fonctionnement de l'allocation de pension**

### **4.1 Le montant de l'allocation de pension**

Les versements lors du départ à la retraite et en cas de décès prématuré avant l'échéance sont financés par des allocations de pension trimestrielles versées par l'entreprise, en faveur de l'affilié, à l'organisme de pension. L'Office National de Sécurité sociale (ONSS) est chargé de percevoir ces allocations de pension.

Les règles et les modalités de financement du plan de pension complémentaire sont établies par convention collective de travail.

*Du 1<sup>er</sup> avril 2010 au 30 décembre 2011 il s'agit de la convention collective de travail du 25 février 2010. Lors de la répartition des contributions sur le compte individuel de pension, il n'est pas pris en compte les codes DmfA de prestations « assimilées » suivants : 004, 012, 020, 024, 030, 073 et les codes déclarés par des « codes indicatifs ».*

Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 30 mars 2014, il s'agit de la convention collective de travail du 25 octobre 2011 concernant la fixation de la cotisation patronale pour le financement du plan de pension sectoriel.

À partir du 1<sup>er</sup> avril 2014, il s'agit de la convention collective de travail du 11 décembre 2013 concernant la fixation de la cotisation patronale pour le financement du plan de pension sectoriel.

### **4.2 Mode de fonctionnement de l'allocation de pension**

L'allocation de pension est versée pour chaque affilié sur un compte individuel de pension pour une assurance du type « capital différé avec remboursement de la réserve en cas de décès » (CDRR).

La capitalisation s'effectue :

- à partir du 1<sup>er</sup> jour du 2<sup>e</sup> trimestre suivant le trimestre auquel les allocations de pension se rapportent ;
- jusqu'au premier jour du mois durant lequel le paiement de la pension complémentaire doit être effectué ;
- ou jusqu'au premier jour du mois du décès de l'affilié.

En ce qui concerne les allocations de pension qui se rapportent à l'année 2010, la capitalisation s'effectue à partir du 1<sup>er</sup> jour suivant le paiement des allocations de pensions dans le fonds de financement.

### **4.3 Rendement**

Le compte de pension perçoit un rendement garanti de l'organisme de pension.

En cas :

- de sortie de l'affilié ;
- de paiement à la suite du décès ou du départ à la retraite ;
- de cessation du régime de pension ;
- d'un transfert collectif des réserves vers un autre organisme de pension ;

le montant versé sera basé sur un rendement au moins égal à celui qui est exigé en exécution de l'article 24 de LPC. La partie manquante est payée par le fonds de financement.

#### **4.4 Participation aux bénéfices**

L'organisme de pension peut procéder à l'attribution d'une participation aux bénéfices. Cette participation aux bénéfices sera versée sur le compte individuel de pension pour ce qui concerne la réserve présente sur ce compte individuel et dans le fonds de financement pour ce qui concerne la réserve présente dans ce fonds.

### **5 Versement à l'échéance**

#### **5.1 Échéance normale**

L'échéance, à laquelle le montant constitué sur le compte de pension est exigible et peut être converti en une rente, est fixée le premier jour du mois suivant le 65<sup>e</sup> anniversaire de l'affilié.

#### **5.2 Poursuite du travail après 65 ans (report de l'échéance)**

Si l'affilié actif est en service au sein d'une entreprise après l'échéance normale de 65 ans, l'allocation de pension est due aussi longtemps qu'il reste en service et une nouvelle échéance est fixée en ajoutant à chaque fois 1 an à la date d'échéance précédente.

L'affilié recevra la somme présente sur son compte de pension :

- lorsqu'il prendra sa pension légale ;
- ou au terme de son contrat de travail avec l'entreprise.

Pour l'affilié sorti avant l'échéance normale et qui a laissé sa réserve acquise auprès l'organisme de pension (« dormant »), le versement est toujours effectué à l'échéance normale, que l'affilié ait ou non continué à travailler après cette date.

#### **5.3 Versement anticipé**

L'affilié peut obtenir le versement anticipé de ses droits de pension au plus tôt à partir de l'âge de 60 ans :

- à la date à laquelle commence sa pension légale ;
- ou à la prépension.

Le versement anticipé entraîne l'extinction du droit à un versement en cas de décès avant échéance.

### **6 Versement en cas de décès avant échéance**

Lorsqu'un affilié décède, le bénéficiaire a droit à la valeur constituée sur le compte individuel de pension au moment du décès.

## **7 Droits acquis de l'affilié sur les réserves**

Les réserves constituées sur les comptes individuels sont acquises à l'affilié si des cotisations ont été payées au régime sectoriel de pension pendant quatre trimestres au moins (non obligatoirement consécutifs).

Un affilié qui a obtenu la liquidation de ses montants assurés et qui est à nouveau affilié par la suite est considéré comme un nouvel affilié.

Un affilié qui a opté pour le transfert de ses réserves acquises vers un autre organisme de pension et qui est affilié de nouveau par la suite, est également considéré comme un nouvel affilié.

Le compte de pension ne peut pas être donné en gage et son bénéfice ne peut être cédé. Aucun acompte à celui-ci ne peut être octroyé.

## **8 L'affilié quitte le secteur avant l'échéance**

Si le contrat de travail de l'affilié prend fin pour un motif autre que le décès ou l'arrivée à l'échéance et que l'affilié ne reprend pas le travail dans l'intervalle de deux trimestres dans une entreprise à laquelle le présent règlement de pension est applicable, la sortie est censée avoir lieu.

En cas de sortie, l'affilié a le choix entre les options mentionnées ci-dessous, pour autant qu'il puisse faire valoir ses droits sur les réserves :

- a. Laisser la réserve acquise, sans modification de la promesse de pension, chez l'organisme de pension et recevoir un capital à l'échéance ou en cas de décès.
- b. Transférer la réserve acquise vers l'organisme de pension du nouvel employeur avec lequel il a conclu un contrat de travail, s'il est affilié à l'engagement de pension de ce nouvel employeur.
- c. Transférer la réserve acquise vers un autre organisme de pension qui répartit entre les affiliés la totalité de ses bénéfices proportionnellement aux réserves et qui limite les frais suivant les règles fixées par l'arrêté royal du 14 novembre 2003 concernant l'octroi d'avantages extralégaux aux travailleurs salariés et aux dirigeants d'entreprises.

Si l'affilié ne mentionne aucun choix explicite dans un délai de trente jours, il est censé avoir opté pour le maintien de ses réserves au sein de l'organisme de pension, sans modification de la promesse de pension (voir point a).

## **9 Mode de paiement**

Le(s) bénéficiaire(s) peu(ven)t toutefois demander que le capital qui lui/leur revient soit converti en une rente viagère. Le montant de cette rente viagère est fixé sur la base des tarifs



utilisés par l'organisme de pension au moment de la conversion. Si le(s) bénéficiaire(s) opte(nt) pour une liquidation sous forme de rente viagère, il(s) doi(ven)t le communiquer par écrit à l'organisme de pension au plus tard au moment de la demande du paiement.

Selon le choix du bénéficiaire, il peut s'agir d'une rente viagère qui est lui payée ou d'une rente viagère transmissible pour 50 ou 75 % en cas de décès du bénéficiaire à l'époux/épouse survivant(e) ou au partenaire avec lequel il cohabite légalement.

Les rentes sont payées le dernier jour de chaque mois jusqu'à la dernière échéance précédant le décès du/des bénéficiaire(s).

Si le montant de la rente viagère est inférieur à 500 EUR par an, le capital pension est versé et le bénéficiaire n'a pas la possibilité de le convertir en rente viagère. Si le montant annuel de la rente se situe entre 500 et 800,01 EUR, elle n'est pas payée mensuellement, mais en quatre tranches égales à la fin de chaque trimestre. Les seuils précités sont indexés selon les dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix de consommation pour les traitements, salaires, pensions, allocations, et subventions à charge du trésor public, en se basant sur la date du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

## **10 Bénéficiaires**

### **10.1 Le bénéficiaire du versement à l'échéance**

Si l'affilié est en vie à l'échéance, le capital lui est versé.

### **10.2 Le bénéficiaire du versement en cas de décès**

Si l'affilié décède avant l'échéance, le versement prévu en cas de décès est effectué en faveur du/des bénéficiaire(s) en suivant l'ordre de priorité suivant :

- L'époux/épouse de l'affilié pour autant qu'ils ne soient pas séparés judiciairement de corps ou de fait ou qu'ils ne soient pas en instance de séparation de corps ou de divorce. Les époux sont réputés séparés de fait lorsqu'il ressort des registres de la population qu'ils ont des domiciles différents.
- À défaut, le cohabitant légal de l'affilié au sens des articles 1475 à 1479 du Code civil et qui n'est pas parent de l'affilié.
- À défaut, les enfants de l'affilié ou, par représentation, leurs descendants.
- À défaut, les parents de l'affilié ; si l'un d'eux décède, le capital revient au survivant.
- À défaut, la/les personne(s) désignée(s) par l'affilié par courrier recommandé, la dernière lettre envoyée par recommandé étant valable.
- À défaut, le fonds de financement, à l'exclusion de l'État.

S'il y a plusieurs bénéficiaires, le capital prévu est réparti entre eux à parts égales.

Dans le cas où l'affilié et le bénéficiaire décèdent sans que l'ordre des décès n'ait pu être établi, le capital versé en cas de décès est octroyé au(x) bénéficiaire(s) subsidiaire(s).

## **11 Obligations de l'organisateur**

L'organisateur s'engage à l'égard de tous les entreprises et affiliés à tout mettre en œuvre pour la bonne exécution de ce plan de pension. Il transmettra les allocations de pension collectées auprès des entreprises, sans tarder à l'organisme de pension. Il transmettra également tous les renseignements nécessaires pour la gestion du plan de pension.

## **12 Obligations de l'affilié et du bénéficiaire**

L'affilié ou le bénéficiaire transmettra, sur simple demande, les pièces justificatives et les renseignements manquants dont l'organisme de pension a besoin pour honorer ses obligations envers l'affilié ou ses ayants droit. Tant que les affiliés n'auront pas transmis ces pièces justificatives ou ces renseignements, l'organisateur et l'organisme de pension ne pourront pas remplir envers l'affilié leurs obligations liées à la pension complémentaire décrite dans le présent règlement. Le cas échéant, il ne peut être question d'une quelconque forme d'indemnisation ou d'intérêts de retard pour un éventuel paiement tardif des droits.

L'affilié et le bénéficiaire restent responsables des informations transmises, et ni l'organisation ni l'organisme de pension ne pourront être tenus pour responsable des conséquences de l'information tardive ou incorrecte.

## **13 Conséquences du non-paiement des allocations de pension**

L'Office Nationale de la Sécurité sociale (ONSS) transmettra les allocations de pension dues à l'organisme de pension par l'intermédiaire de l'organisateur.

L'organisme de pension informera chaque affilié par courrier envoyé à son adresse personnelle au plus tard dans les 3 mois suivant la date à laquelle il a eu connaissance d'un retard de paiement.

## **14 Dispositions fiscales**

### **14.1 Quelles sont les règles fiscales applicables ?**

Lorsque l'affilié et le bénéficiaire ont leur domicile et/ou lieu de travail en Belgique, et que l'entreprise est située en Belgique, la législation fiscale belge est applicable aux allocations de pension et aux prestations. Si cela n'est pas le cas, d'autres charges fiscales et/ou sociales peuvent être applicables sur la base d'une législation étrangère, conformément aux conventions internationales à cet égard.

### **14.2 Statut d'impôt des allocations de pension**

Sur base de la législation fiscale belge applicable à la date d'entrée en vigueur du présent règlement de pension, les allocations patronales constituent en principe des frais professionnels déductibles de l'impôt des sociétés et ne donnent pas lieu à une perception supplémentaire au niveau de l'impôt des personnes morales ni à un avantage immédiatement imposable pour l'affilié.

Le montant, exprimé en rente annuelle :

- des prestations prévues à l'occasion de la mise à la retraite en exécution du présent règlement de pension ;
  - de la pension légale;
  - d'autres prestations de pension complémentaire auxquelles l'affilié a droit ;
- ne peut toutefois pas dépasser 80 % de la dernière rémunération brute normale, compte tenu de la durée normale d'une activité professionnelle, et avec une cessibilité de la rente au profit du conjoint survivant à raison de 80 %, et avec indexation de la rente.

Si une entreprise devait encore prévoir, pour un affilié, d'autres avantages de pension complémentaire que ceux qui découlent du présent règlement de pension, un dépassement éventuel de la limite fiscalement admise sera imputé sur le financement de ces autres avantages de pension.

## **15 Informations**

### **15.1 Le règlement de pension**

Le texte du règlement de pension et des conditions générales sera fourni par l'organisateur aux affiliés sur simple demande de leur part..

### **15.2 La fiche de pension**

Chaque année, l'organisme de pension communique à tous les affiliés une fiche de pension reprenant les informations suivantes :

- le montant des allocations de pension ;
- le montant de la réserve acquise ;
- la date d'exigibilité;
- le montant de la réserve acquise de l'année précédente.

### **15.3 Le rapport de gestion**

L'organisme de pension établit chaque année un rapport de gestion de l'engagement de pension. Ce rapport contient notamment les informations suivantes :

- le mode de financement de l'engagement de pension et les modifications structurelles de ce financement ;
- la stratégie d'investissement à long et court termes et la mesure dans laquelle cette stratégie tient compte de facteurs sociaux, éthiques et environnementaux ;
- le rendement des investissements et de la structure des coûts ;
- la répartition du bénéfice.

Le texte du rapport de gestion sera fourni par l'organisateur aux affiliés sur simple demande de leur part.

## **16 Fonds de financement**

Le fonds de financement est administré par l'organisme de pension et bénéficie du même rendement global (prorata temporis) que celui qui est accordé aux réserves mathématiques.

Le fonds de financement est crédité par :

- les allocations de pension transmises par l'Office Nationale de la Sécurité sociale à l'organisme de pension par l'intermédiaire de l'organisateur ;
- les réserves auxquelles l'affilié ne peut prétendre ;
- les capitaux décès dont le fonds de financement est bénéficiaire ;
- le rendement octroyé et la participation du bénéfice octroyée.

Le fonds de financement est débité par :

- les allocations trimestrielles de pension versées sur les comptes individuels de pension pour une assurance du type « capital différé avec contre-assurance de la réserve en cas de décès » ;
- les compléments nécessaires pour atteindre le rendement exigé en exécution de l'article 24 de la LPC ;
- toute autre somme décidée par l'organisateur, dans la mesure où elle est affectée à une augmentation des avantages pour les affiliés.

Chaque année, l'organisme de pension fournit à l'organisateur un rapport sur la gestion <sup>du Fonds</sup> de financement, reprenant tous les mouvements financiers, leur date-valeur et leurs motifs.

Dans les limites des possibilités légales, l'organisateur décide de l'affectation du fonds de financement. Celui-ci est destiné aux affiliés et/ou à leurs bénéficiaires et ses avoirs ne peuvent jamais, même partiellement, être reversés à l'organisateur.

Le fonds de financement ne peut jamais présenter un solde négatif. Toute opération ayant pour conséquence de placer le solde en négatif, sera retardée jusqu'à ce que le solde permette la réalisation de celle-ci. Lorsque l'organisme de pension constate l'impossibilité de réaliser une opération, l'organisateur en sera averti immédiatement et ce dernier prendra les mesures nécessaires.

## **17 Application de la loi sur la protection de la vie privée**

L'organisateur fournit un certain nombre de données à caractère personnel à l'organisme de pension pour assurer la gestion du régime sectoriel de pension. L'organisme de pension traite ces données de manière confidentielle. Elles ne peuvent être utilisées que dans l'objectif de gérer le régime sectoriel de pension, à l'exclusion de tout autre but commercial ou non.

Toute personne dont les données à caractère personnel sont conservées a le droit de consulter et de rectifier ces données en adressant à l'organisme de pension ou l'organisateur une demande écrite accompagnée d'une copie de sa carte d'identité.

## **18 Modification du présent règlement**

Il est possible de modifier ou de mettre fin au présent règlement de pension moyennant la conclusion d'une convention collective au sein de la commission paritaire compétente.

## **19 Litiges et droit applicable**

Le droit belge s'applique au présent règlement. Les éventuels litiges entre les parties au sujet de ce règlement relèvent de la compétence des tribunaux belges.

\*\*\*

**SOLIDARITEITSREGLEMENT VOOR DE WERKNEMERS TEWERKGESTELD IN  
ONDERNEMINGEN DIE BEHOREN TOT HET PARITAIR COMITÉ 323 VOOR  
HET BEHEER VAN GEBOUWEN, DE VASTGOEDMAKELAARS EN DE  
DIENSTBODEN**

---

**Inhoudstafel**

Inhoudstafel .....	27
1 Voorwerp .....	28
2 Begripsomschrijving .....	28
3 Aansluiting .....	29
4 De solidariteitsprestaties .....	29
4.1 Uitkeringen bij inkomstenverlies ten gevolge van overlijden van de aangeslotene tijdens de beroepsloopbaan.....	30
4.2 Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen tijdens de periode voorafgaand aan het faillissement van de werkgever .....	30
4.3 Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen bij inkomensverlies ten gevolge van arbeidsongeschiktheid.....	30
4.4 Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen bij inkomensverlies ten gevolge van tijdelijke werkloosheid.....	31
5 Financiering van de solidariteitsprestaties .....	31
6 Gevolgen van het niet betalen van de solidariteitsbijdrage.....	32
7 Beheer van de solidariteitsprestaties .....	32
8 Wijziging .....	33
9 Beëindiging .....	33
10 Informatie .....	33
10.1 Het solidariteitsreglement .....	33
10.2 Het beheersverslag .....	33
11 Toepassing van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer .....	33
12 Geschillen en toepasselijk recht .....	34

## **Voorwerp**

De toezegging van solidariteitsprestaties heeft tot doel om aan de aangeslotenen en/of hun rechthebbenden bijkomende solidariteitsprestaties bij het sectoraal pensioenstelsel toe te kennen.

Dit solidariteitsreglement bepaalt de regels en modaliteiten voor de uitvoering van de solidariteitstoezegging van de inrichter.

Dit solidariteitsreglement is een onderdeel van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 maart 2021 betreffende het sectoraal pensioenstelsel.

## **Begripsomschrijving**

In dit reglement worden een aantal begrippen gebruikt, die de volgende betekenis hebben:

### **Inrichter**

**Het fonds voor bestaanszekerheid** Fonds 2<sup>de</sup> Pijler PC323 met zetel te 1070 Anderlecht, , Birminghamstraat 225. .

### **Collectieve arbeidsovereenkomst die het sociaal sectoraal pensioenstelsel invoert**

De collectieve arbeidsovereenkomst van 17 februari 2011 tot invoering van een aanvullend sectoraal pensioenstelsel voor de werknemers tewerkgesteld in de ondernemingen die behoren tot het paritair comité 323 voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden. Van 1 januari 2012 tot 31 maart 2014 wordt deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 2011 betreffende het sociaal sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden. Vanaf 1 april 2014 wordt deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2014 betreffende het sociaal sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden. Vanaf 1 maart 2020 tot en met 30 september 2020 wordt de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2014 vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 maart 2021 betreffende het sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

### **Onderneming**

De onderneming die valt binnen het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 februari 2011 tot invoering van een aanvullend sectoraal pensioenstelsel voor de werknemers tewerkgesteld in de ondernemingen die behoren tot het paritair comité 323 voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

### **Aangeslotene**

De werknemer waarvoor de inrichter een solidariteitsstelsel heeft ingevoerd, en die aan de aansluitingsvoorwaarden van het solidariteitsreglement voldoet

### **Solidariteitsinstelling**

Het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de vastgoedsector, met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Kortrijksesteenweg 1005, een fonds voor bestaanszekerheid, hierna de solidariteitsinstelling genoemd.

### **Solidariteitsfonds**

Het collectieve fonds dat bij de solidariteitsinstelling in het kader van de solidariteitstoezegging wordt gevormd en afgescheiden van diens overige activiteiten wordt beheerd.

### **Uittreding**

De uittreding wordt geacht te hebben plaatsgevonden wanneer de arbeidsovereenkomst van de aangeslotene beëindigd wordt om een andere reden dan het overlijden of het bereiken van de einddatum, en hij niet binnen de twee trimesters het werk hervat bij een onderneming waarop dit solidariteitsreglement van toepassing is

Gezien deze solidariteitstoezegging een integrerend onderdeel uitmaakt van het sociaal sectoraal pensioenstelsel, dienen in het solidariteitsreglement gehanteerde termen die niet zouden opgenomen zijn in de hiervoor vermelde begrippenlijst te worden opgevat in hun betekenis in het licht van de Wet op de aanvullende pensioenen van 28 april 2003, hierna WAP genoemd of van de in het pensioenreglement opgenomen begrippenlijst.

### **Aansluiting**

Om aanspraak te kunnen maken op de solidariteitsprestaties dient :

- de werknemer aangesloten te zijn bij het sociaal sectoraal pensioenstelsel van de inrichter ;
- de werknemer tewerkgesteld te zijn met een arbeidsovereenkomst bij een werkgever die onder het toepassingsgebied van het sectorale pensioenstelsel van de inrichter valt ;
- voor de werknemer gedurende minstens vier, niet noodzakelijk opeenvolgende, trimesters bijdragen aan het sectoraal pensioenstelsel te zijn betaald.

De solidariteitstoezegging geeft geen aanleiding tot de vestiging van verworven rechten noch ingeval van uittreding, noch ingeval van wijziging of opheffing van het solidariteitsreglement.

### **De solidariteitsprestaties**

Alle bedragen, voordelen en uitkeringen die voortvloeien uit dit solidariteitsreglement vormen bruto bedragen, waarop alle bij wet verschuldigde inhoudingen, heffingen, bijdragen en belastingen in mindering gebracht moeten worden. Al deze inhoudingen, heffingen, bijdragen en belastingen zijn ten laste van de aangeslotene(n) of de begunstigde(n).



De volgende solidariteitsprestaties worden vastgelegd :

**Uitkeringen bij inkomstenverlies ten gevolge van overlijden van de aangeslotene tijdens de beroepsloopbaan**

*In geval van overlijden van de aangeslotene tijdens de beroepsloopbaan zal er een bedrag ter vergoeding van inkomensverlies van 1.250 euro toegekend worden. Indien het overlijden van de aangeslotene voorafgegaan wordt door een vergoede periode wegens ziekte of ongeval, dan dient het overlijden plaats te vinden binnen de 5 jaren na de begindatum van de vergoede periode wegens ziekte of ongeval. Vanaf 1 januari 2015 wordt dit bedrag verhoogd tot 1.700 euro.*

*Onder voorbehoud van een jaarlijkse positieve evaluatie van de beschikbare middelen door de Raad van Bestuur van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de Vastgoedsector zal dit bedrag als volgt verhoogd worden :*

*vanaf 01/01/2016: tot 2.500 euro*

*vanaf 01/01/2017: tot 3.500 euro*

Dit bedrag wordt vermenigvuldigd met de tewerkstellingsbreuk in verhouding tot een voltijdse dienstbetrekking die in voege was op het ogenblik van het overlijden.

Dit eenmalig bedrag wordt gevoegd bij de uitkering die krachtens het sectoraal pensioenstelsel wordt toegekend in geval van overlijden, en wordt uitgekeerd aan de begunstigde volgens de modaliteiten van het pensioenreglement van het sectorale pensioenstelsel.

**Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen tijdens de periode voorafgaand aan het faillissement van de werkgever**

In geval de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid onvoldoende gelden kan innen voor de in het pensioenreglement voorziene pensioenopbouw, zullen die ontbrekende pensioentolagen op de individuele pensioenrekening gestort worden en zullen de tekorten met respect van de geldende wetgeving door het solidariteitsfonds ten laste genomen worden tot ten hoogste één maand na de faillietverklaring.

Deze prestatie wordt vereffend zonder dat de aangeslotene hiertoe een aanvraag moet indienen.

**Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen bij inkomensverlies ten gevolge van arbeidsongeschiktheid**

*In geval de aangeslotene het slachtoffer is van een arbeidsongeschiktheid met verlies van inkomen, waarvan de duurtijd minstens 200 dagen over een periode van vijf opeenvolgende trimesters bedraagt, wordt een eenmalig bedrag van 240 euro gestort op de individuele pensioenrekening van de aangeslotene. Vanaf 1 januari 2015 wordt dit bedrag verhoogd tot 600 euro.*

*Onder voorbehoud van een jaarlijkse positieve evaluatie van de beschikbare middelen door de Raad van Bestuur van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de Vastgoedsector zal dit bedrag als volgt verhoogd worden :*

*vanaf 01/01/2016: tot 900 euro*

*vanaf 01/01/2017: tot 1.200 euro*

Dit bedrag wordt vermenigvuldigd met de tewerkstellingsgraad in verhouding tot een voltijdse dienstbetrekking die in voege was bij het begin van de arbeidsongeschiktheid. Een aangeslotene kan slechts één maal tijdens zijn loopbaan deze vergoeding ontvangen. Er wordt alleen maar rekening gehouden met periodes van arbeidsongeschiktheid die een aanvang nemen ten vroegste op 1 april 2010.

Het betreft de arbeidsongeschiktheid, zoals gedekt in de codes 50, 60 en 61 van de DmfA-WAP :

- Code 50: ziekte (ziekte of ongeval van gemeen recht en profylactisch verlof)
- Code 60: arbeidsongeval
- Code 61: beroepsziekte

Deze prestatie wordt vereffend zonder dat de aangeslotene hiertoe een aanvraag moet indienen.

#### **Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen bij inkomensverlies ten gevolge van tijdelijke werkloosheid**

Tijdens de periode van tijdelijke werkloosheid in de zin van artikel 49, 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst, wordt een bedrag van 1 euro per dag tijdelijke werkloosheid gestort op de individuele pensioenrekening van de deelnemer. Het betreft de tijdelijke werkloosheid, zoals gedekt in de code 70, 71 en 72 van de DmfA-WAP.

Door de uitzonderlijke maatregelen die in het kader van de COVID-19 pandemie zijn genomen, wordt dit bedrag van 1 euro tijdelijk verhoogd tot 1,5 euro per dag tijdelijke werkloosheid wegens corona. Dit verhoogde bedrag wordt gestort tijdens de periode van werkloosheid van 1 januari 2020 tot en met 31 december 2021. Het betreft de tijdelijke werkloosheid wegens corona, zoals gedekt in de code 70 van de DmfA-WAP voor de periode januari 2020 tot en met maart 2020 en tijdelijke werkloosheid wegens corona, zoals gedekt in de code 77 van de DmfA-WAP vanaf de maand april 2020 tot en met december 2021.

#### **Financiering van de solidariteitsprestaties**

De solidariteitsprestaties worden gefinancierd door een solidariteitsbijdrage die gelijk is aan 4,4 % van de pensioentoeelage die in uitvoering van het sectoraal pensioenstelsel van de inrichter verschuldigd is. Deze solidariteitsbijdrage wordt samen met de pensioentoeelage door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid geïnd en via de inrichter aan de solidariteitsinstelling overgemaakt.

De regels en de modaliteiten inzake de financiering van het sociaal sectoraal pensioenplan worden vastgelegd in een collectieve arbeidsovereenkomst.

*Van 1 april 2010 tot 31 december 2011 is dit de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2010.*

*Voor de periode van 1 januari 2012 tot 31 maart 2014 wordt dit bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 2011 betreffende de vaststelling van de bijdrage ter financiering van het sectorale pensioenplan.*

*Voor de periode vanaf 1 april 2014 wordt dit bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2013 betreffende de vaststelling van de bijdrage ter financiering van het sectorale pensioenplan.*

### **Gevolgen van het niet betalen van de solidariteitsbijdrage**

De solidariteitsinstelling zal iedere aangeslotene uiterlijk binnen de 3 maanden volgend op de datum waarop zij kennis kreeg van een betalingsachterstand, door middel van een op zijn persoonlijk adres gestuurde brief op de hoogte brengen.

### **Beheer van de solidariteitsprestaties**

De inrichter is gemachtigd om aan de solidariteitsinstelling alle inlichtingen en bewijsstukken over te maken die nodig zijn voor de goede uitvoering van dit reglement.

De aangeslotene zal op eenvoudige aanvraag alle ontbrekende inlichtingen en bewijsstukken bezorgen die nodig zijn opdat de solidariteitsinstelling zijn verplichtingen tegenover de aangeslotene of zijn rechthebbenden kan uitvoeren. Indien de aangeslotene deze inlichtingen of bewijsstukken niet overmaakt, dan zullen de inrichter en de solidariteitsinstelling ontslagen zijn van hun verplichtingen tegenover de aangeslotene met betrekking tot het voordeel dat in dit reglement beschreven wordt.

Het solidariteitsfonds waaruit de solidariteitsprestaties geput worden, is een stelsel van collectieve reserve dat beheerd wordt overeenkomstig de in dit reglement gedefinieerde doelstellingen en bepalingen.

Het solidariteitsfonds behoort toe aan het geheel van de aangeslotenen. Indien een werkgever of werknemer om één of andere reden ophoudt deel uit te maken van het toepassingsgebied van dit solidariteitsreglement, kan hij op geen enkele wijze aanspraak maken op de tegoeden van het solidariteitsfonds.

Het solidariteitsfonds en de solidariteitsprestaties worden beheerd in overeenstemming met de bepalingen van de ter zake geldende wetgeving. Daartoe zal de solidariteitsinstelling de rekeningen van het solidariteitsfonds afzonderlijk van de andere activiteiten beheren.

*De inkomsten van de rekeningen van het solidariteitsfonds kunnen bestaan uit:*

- *De solidariteitsbijdragen in uitvoering van dit solidariteitsreglement*
- *Eventuele andere sommen gestort door de inrichter*
- *De financiële opbrengsten van de rekening(en) van het solidariteitsfonds*

De uitgaven van de rekeningen van het solidariteitsfonds kunnen bestaan uit:

- De uitkering van de in dit reglement bepaalde solidariteitsprestaties

- De financiering van de premies bestemd voor de verzekering die de solidariteitsinstelling voor de in dit reglement bepaalde solidariteitsprestaties zou sluiten
- De kosten voor het beheer van de solidariteitstoezegging

De solidariteitsinstelling stelt op het einde van ieder boekjaar een resultatenrekening op, evenals een balans met activa en passiva van het solidariteitsfonds en zendt deze stukken binnen de maand na hun goedkeuring aan de FSMA.

## **Wijziging**

De solidariteitsprestaties zoals die in dit reglement beschreven worden, kunnen op ieder ogenblik aangepast worden aan de beschikbare middelen met het oog op het behouden van het financiële evenwicht in overeenstemming met de wettelijke bepalingen. Te dien einde zal de inrichter het initiatief nemen om onderhavig reglement aan te passen.

Een wijziging van het solidariteitsreglement wordt vastgelegd in een collectieve arbeidsovereenkomst, zoals voorzien in de ter zake geldende wetgeving.

## **Beëindiging**

Indien het sectorale pensioenstelsel zou stopgezet worden, zullen de reserves van het solidariteitsluik onder de aangeslotenen verdeeld worden naar rata van hun verworven reserves in het pensioenstelsel en aangewend worden als een koopsom op de individuele pensioenrekening.

Indien dit solidariteitsreglement niet langer van toepassing is op een inrichter of een werkgever, kan die op geen enkele wijze aanspraak maken op een gedeelte van de tegoeden op de rekeningen van het solidariteitsfonds.

## **Informatie**

### **Het solidariteitsreglement**

De tekst van het solidariteitsreglement wordt door de inrichter ter beschikking gesteld aan de aangeslotenen op diens eenvoudig verzoek.

### **Het beheersverslag**

De solidariteitsinstelling stelt jaarlijks een verslag over het beheer van de solidariteitstoezegging op.

De tekst van het beheersverslag wordt door de inrichter ter beschikking gesteld aan de aangeslotenen op diens eenvoudig verzoek.

## **Toepassing van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer**

De inrichter verstrekt een aantal persoonsgegevens aan de solidariteitsinstelling om het solidariteitsreglement te beheren. De solidariteitsinstelling verbindt zich ertoe om deze gegevens vertrouwelijk te behandelen. Ze mogen uitsluitend gebruikt worden voor het beheer van het solidariteitsstelsel, met uitsluiting van elk ander al dan niet commercieel oogmerk.

Iedere persoon van wie persoonlijke gegevens bewaard worden, heeft het recht om inzage en verbetering ervan te verkrijgen. Hij moet zich in dat geval schriftelijk tot de inrichter of de solidariteitsinstelling richten, en daarbij een kopie van zijn identiteitskaart voegen.

### **Geschillen en toepasselijk recht**

Het Belgische recht is van toepassing op dit solidariteitsreglement. Gebeurlijke geschillen tussen de partijen in verband ermee behoren tot de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken.

\*\*\*

**RÈGLEMENT DE SOLIDARITÉ POUR LES TRAVAILLEURS OCCUPÉS  
DANS DES ENTREPRISES RESSORTISSANT À LA COMMISSION  
PARITAIRE 323 POUR LA GESTION D'IMMEUBLES, LES AGENTS  
IMMOBILIERS ET LES TRAVAILLEURS DOMESTIQUES**

---

**Table des matières**

Table des matières .....	35
1 Objet .....	36
2 Définition des notions .....	36
3 Affiliation .....	37
4 Les prestations de solidarité .....	37
4.1 Prestations en cas d'une perte de revenus à la suite du décès d'un affilié pendant la carrière professionnelle .....	38
4.2 Financement de la constitution de la pension complémentaire pendant la période située immédiatement avant la faillite de l'employeur .....	38
4.3 Financement de la constitution de la pension complémentaire en cas de perte de revenu à la suite d'une incapacité de travail .....	38
4.4 Financement de la constitution de la pension complémentaire en cas de perte de revenus consécutive à un chômage temporaire .....	39
5 Financement des prestations de solidarité .....	39
6 Conséquences du non-paiement des cotisations de solidarité .....	39
7 Gestion des prestations de solidarité .....	40
8 Modification .....	40
9 Fin .....	41
10 Information .....	41
10.1 Le règlement de solidarité .....	41
10.2 Le rapport de gestion .....	41
11 Application de la loi sur la protection de la vie privée .....	41
12 Litiges et droit applicable .....	41

## **Objet**

L'engagement de prestations de solidarité a pour but d'octroyer aux affiliés et/ou leurs ayants droit des prestations complémentaires de solidarité au régime sectoriel de pension.

Ce règlement définit les règles et modalités de l'exécution de l'engagement de solidarité de l'organisateur.

Le présent règlement de solidarité fait partie intégrante de la convention collective de travail du 11 mars 2021 concernant ce régime sectoriel de pension.

## **Définition des notions**

Un certain nombre de notions précises sont utilisées dans ce règlement. Pour l'application du présent règlement, on entend par :

### **L'organisateur**

**Le fonds de sécurité d'existence Fonds 2<sup>e</sup> pilier CP 323, sis à 1070 Anderlecht, rue de Birmingham 225.**

### **La convention collective de travail instaurant le régime sectoriel de pension**

La convention collective de travail du 17 février 2011 instaurant un régime sectoriel de pension complémentaire pour les travailleurs occupés dans des entreprises ressortissant à la commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 mars 2014 cette convention collective de travail est remplacée par la convention collective de travail du 25 octobre 2011 modifiant le régime sectoriel de pension complémentaire pour les travailleurs occupés dans <sup>une</sup> des entreprises ressortissant à la commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. À partir du 1<sup>er</sup> avril 2014, cette convention collective de travail est remplacée par la convention collective de travail du 25 juin 2014 modifiant le régime sectoriel de pension complémentaire pour les travailleurs occupés dans <sup>une</sup> des entreprises ressortissant à la commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. Pour la période à partir du 1<sup>er</sup> mars 2020 jusqu'au 30 septembre 2020, la convention collective de travail du 25 juin 2014 est substituée par la convention collective de travail du 11 mars 2021 relative au régime sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par <sup>une</sup> des entreprises ressortissant à la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

### **L'entreprise**

L'entreprise relevant du champ d'application de la convention collective de travail du 17 février 2011 instaurant un régime sectoriel de pension complémentaire pour les travailleurs occupés dans des entreprises ressortissant à la commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

## **L'affilié**

Le travailleur pour lequel l'organisateur a mis en œuvre l'engagement de solidarité et qui répond aux conditions d'affiliation du règlement de solidarité.

## **L'organisme de solidarité**

Le fonds social et de garantie du secteur immobilier, qui a son siège social à 9000 Gand, Kortrijksesteenweg 1005, un fonds de sécurité d'existence, appelée ci-après l'organisme de solidarité.

## **Fonds de solidarité**

Le fonds collectif qui est établi auprès de l'organisme de solidarité dans le cadre de l'engagement des prestations de solidarité et lequel est géré séparément de ses autres activités.

## **Sortie**

Si le contrat de travail de l'affilié prend fin pour un motif autre que le décès ou l'arrivée à l'échéance et qu'il ne reprend pas le travail dans l'intervalle de deux trimestres dans une entreprise à laquelle le présent règlement de solidarité est applicable, la sortie est censée avoir lieu.

Étant donné que le présent engagement de solidarité fait partie intégrante du régime de pension sectoriel social, les termes utilisés dans le règlement de solidarité qui ne figureraient pas dans la liste terminologique précitée devront être interprétés à la lumière de la loi relative aux pensions complémentaires du 28 avril 2003, nommée ci-après LPC, ou de la liste terminologique figurant dans le règlement de pension.

## **Affiliation**

Pour avoir droit aux prestations de solidarité :

- le travailleur doit être affilié au régime <sup>de pension</sup> sectoriel social de l'organisateur ;
- le travailleur doit être employé avec un contrat de travail auprès d'un employeur qui tombe sous le champ d'application du régime de pension sectoriel de l'organisateur ;
- des cotisations au régime sectoriel de pension doivent avoir été versées pendant quatre trimestres au moins (non obligatoirement consécutifs).

L'engagement de solidarité n'est pas constitutif de droits acquis, ni en cas de sortie, ni en cas de modification ou d'abrogation du règlement de solidarité.

## **Les prestations de solidarité**

Tous montants, avantages et prestations qui découlent du présent règlement de solidarité constituent des montants bruts sur lesquels toutes retenues, charges, cotisations et tous impôts légalement dus devront être prélevés. Ces retenues, charges, cotisations et impôts sont à charge de l'affilié(s) ou du (des) bénéficiaire(s).

Les prestations de solidarité suivantes sont définies :



## **Prestations en cas d'une perte de revenus à la suite du décès d'un affilié pendant la carrière professionnelle**

*En cas de décès de l'affilié pendant la carrière professionnelle un montant de 1 250 EUR tenant lieu de compensation de perte de revenu sera octroyé. Si le décès de l'affilié est précédé d'une période indemnisée pour cause de maladie ou accident, le décès doit se situer dans les 5 ans suivant la date du début de la période indemnisée pour cause de maladie ou accident. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, ce montant sera porté à 1 700 EUR.*

*Sous réserve d'une évaluation annuelle positive des moyens disponibles par le Conseil d'administration du fonds social et de garantie du secteur immobilier, ce montant sera augmenté comme suit :*

- à partir du 01/01/2016 : à 2 500 EUR ;
- à partir du 01/01/2017 : à 3 500 EUR.

Ce montant est multiplié par le taux d'occupation par rapport à un emploi à temps plein en vigueur au moment du décès.

Ce montant unique sera additionné à la prestation qui sera octroyée en cas de décès en vertu du règlement de pension sectoriel, et sera liquidé au bénéficiaire selon les modalités du règlement de pension du régime sectoriel.

## **Financement de la constitution de la pension complémentaire pendant la période située immédiatement avant la faillite de l'employeur**

Si l'Office National de Sécurité sociale ne perçoit pas les moyens suffisants pour financer la constitution de pension prévue dans le règlement, les allocations de pension manquantes seront versées sur le compte de pension individuel et les découverts seront pris en charge par le fonds de solidarité en respectant la législation en vigueur, jusqu'à un mois après la faillite.

Cette prestation sera réglée sans que l'affilié doive introduire une demande.

## **Financement de la constitution de la pension complémentaire en cas de perte de revenu à la suite d'une incapacité de travail**

*Si l'affilié est touché par une <sup>incapacité de travail</sup> invalidité avec perte de revenu d'une durée d'au moins 200 jours pendant une période de cinq trimestres consécutifs, un montant unique de 240 EUR sera versé au compte individuel de pension de l'affilié. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, ce montant sera porté à 600 EUR.*

*Sous réserve d'une évaluation annuelle positive des moyens disponibles par le Conseil d'Administration du fonds social et de garantie du secteur immobilier, ce montant sera augmenté comme suit :*

- à partir du 01/01/2016 : à 900 EUR ;
- à partir du 01/01/2017 : à 1 200 EUR.

Ce montant est multiplié par le taux d'activité par rapport à un emploi à temps plein en vigueur au début de l'incapacité. Un affilié ne peut que recevoir une fois dans sa carrière ce

montant. Il sera uniquement tenu compte des périodes d'incapacité de travail débutant au plus tôt le 1<sup>er</sup> avril 2010.

Il s'agit des incapacités de travail régies par les codes 50, 60 et 61 de la LPC-DmfA :

- code 50 : maladie (maladie ou accident de droit commun et congé prophylactique) ;
- code 60 : accident de travail ;
- code 61 : maladie professionnelle.

Cette prestation sera réglée sans que l'affilié doive introduire une demande.

#### **Financement de la constitution de la pension complémentaire en cas de perte de revenus consécutive à un chômage temporaire**

Durant la période de chômage temporaire au sens des articles 49, 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail, un montant de 1 € par journée de chômage temporaire est versé sur le compte individuel de pension du participant. Ceci concerne le chômage temporaire tel que couvert par les codes 70, 71 et 72 de la LPC-DmfA.

En raison des mesures exceptionnelles prises dans le cadre de la pandémie de COVID-19, ce montant de 1 € est temporairement relevé à 1,5 € par journée de chômage temporaire coronavirus. Ce montant augmenté est versé pendant la période de chômage allant du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2021 inclus. Ceci concerne le chômage temporaire coronavirus tel que couvert par le code 70 de la LPC-DmfA pour la période de janvier 2020 à mars 2020 et du chômage temporaire coronavirus tel que couvert par le code 77 de la LPC-DmfA du mois d'avril 2020 à décembre 2021.

#### **Financement des prestations de solidarité**

Les prestations de solidarité sont financées par une cotisation de solidarité de 4,4 % de l'allocation de pension due en vertu du régime de pension sectoriel de l'organisateur. La cotisation de solidarité est perçue en même temps que l'allocation de pension par l'Office Nationale de Sécurité sociale et transmise par l'intermédiaire de l'organisateur à l'organisme de solidarité.

Les règles et les modalités de financement du plan de pension sectoriel social sont établies par une convention collective de travail.

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2010 au 31 décembre 2011 il s'agit de la convention collective de travail du 25 février 2010.

Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 mars 2014 il s'agit de la convention collective de travail du 25 octobre 2011 concernant la fixation de la cotisation pour le plan de pension sectoriel.

À partir du 1<sup>er</sup> avril 2014, il s'agit de la convention collective de travail du 11 décembre 2013 concernant la fixation de la cotisation pour le plan de pension sectoriel.

#### **Conséquences du non-paiement des cotisations de solidarité**

L'organisme de solidarité informera chaque affilié par courrier envoyé à son adresse personnelle au plus tard dans les 3 mois suivant la date à laquelle il a eu connaissance d'un retard de paiement.

## **Gestion des prestations de solidarité**

L'organisateur a reçu la procuration pour fournir à l'organisme de solidarité tout renseignement et toute preuve nécessaires à la bonne exécution du présent règlement.

L'affilié fournira sur simple demande toutes les informations et preuves nécessaires à l'organisme de solidarité pour l'exécution de ses obligations vis-à-vis des affiliés et bénéficiaires. Si l'affilié ne fournit pas ces informations ou preuves, l'organisateur et l'organisme de solidarité seront dégagés de leurs obligations vis-à-vis de l'affilié en ce qui concerne l'avantage décrit dans le présent règlement.

Le fonds de solidarité duquel les prestations de solidarité seront payées constitue une réserve collective qui est gérée sur base des objectifs et dispositions du présent règlement.

Le fonds de solidarité appartient à la collectivité des affiliés. Si une entreprise ou un travailleur pour une raison ou l'autre ne fait plus partie du champ d'application du présent règlement de solidarité, celle ou celui-ci ne peut en aucun cas faire valoir des droits sur les avoirs du fonds de solidarité.

Le fonds de solidarité et les prestations de solidarité seront gérés sur base des dispositions de la législation qui leur est applicable. À cette fin l'organisme de solidarité gèrera les comptes du fonds de solidarité de manière distincte des autres activités.

*Les rentrées de comptes du fonds de solidarité peuvent être constituées par :*

- *les cotisations de solidarité en vertu du présent règlement de solidarité ;*
- *les éventuels montants versés par l'organisateur ;*
- *les revenus financiers des comptes du fonds de solidarité.*

Les dépenses des comptes du fonds de solidarité peuvent être constituées par :

- le versement de la prestation de solidarité prévu par le présent règlement ;
- le financement des primes d'une assurance que l'organisme de solidarité conclurait pour les prestations de solidarité prévues au présent règlement ;
- les charges de gestion de l'engagement de solidarité.

L'organisme de solidarité prépare à la fin de chaque exercice un compte de résultat ainsi qu'un bilan avec l'actif et le passif du fonds de solidarité, et expédie les comptes au plus tard un mois après leur approbation à la FSMA.

## **Modification**

Les prestations de solidarité décrites dans ce règlement peuvent être adaptées à tout moment en fonction des moyens disponibles en vue du maintien d'un équilibre financier en respectant les dispositions légales. À cette fin, l'organisateur prendra l'initiative pour adapter le présent règlement.

Une modification du règlement sera actée par une convention collective de travail, comme il est prévu dans la législation en vigueur.

## **Fin**

Si le régime sectoriel <sup>de pension</sup> se termine, les réserves du volet de solidarité sont distribuées aux affiliés au prorata de leurs réserves acquises dans le régime de pension et versées comme prime unique sur le compte individuel de pension.

Si le régime de solidarité n'est plus d'application pour un organisateur ou une entreprise, celui-ci ne peut en aucun cas faire valoir des droits sur une partie des avoirs des comptes du fonds de solidarité.

## **Information**

### **Le règlement de solidarité**

Le texte du règlement de solidarité sera fourni par l'organisateur aux affiliés sur simple demande de leur part.

### **Le rapport de gestion**

L'organisme de solidarité rédige chaque année un rapport de gestion de l'engagement de solidarité.

Le texte du rapport de gestion sera fourni par l'organisateur aux affiliés sur simple demande de leur part.

## **Application de la loi sur la protection de la vie privée**

L'organisateur fournit un certain nombre de données à caractère personnel à l'organisme de solidarité pour assurer la gestion du règlement de solidarité. L'organisme de solidarité traite ces données de manière confidentielle. Elles ne peuvent être utilisées que dans l'objectif de gérer le régime sectoriel de <sup>solidarité</sup> pension, à l'exclusion de tout autre but commercial ou non.

Toute personne dont les données à caractère personnel sont conservées a le droit de consulter et de rectifier ces données en adressant à l'organisme de solidarité ou l'organisateur une demande écrite accompagnée d'une copie de sa carte d'identité

## **Litiges et droit applicable**

Le droit belge est applicable au présent règlement de solidarité. Les contestations éventuelles entre les parties à ce sujet sont soumises à la compétence des tribunaux belges.

\*\*\*